



Division ressources terrestres

RAPPORT ANNUEL

2019



LRD
Division
Ressources
Terrestres

Sommaire

Avant-propos	3
Objectifs	
Objectif 1. Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées.	4
Objectif 2. La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée.	6
Objectif 3. Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique.	8
Objectif 4. Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne.	9
Objectif 5. Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés.	10
L'écosystème de la Division ressources terrestres	12
Contribution aux objectifs de la CPS et aux objectifs de développement durable des Nations Unies	15
Partenaires et ressources	18
Perspectives pour 2020	20

Exemples de réussites

- De nouvelles variétés hybrides d'igname synonymes de récoltes abondantes pour les agriculteurs océaniques 7
- À Nadroumai, les femmes améliorent la santé des sols grâce à l'agroforesterie 11
- Vanuatu s'attaque à un ravageur du cocotier 17



Avant-propos

À l'heure où la Division ressources terrestres se développe au diapason de la région Pacifique et de ses communautés, nous vous présentons notre rapport annuel, qui couvre une année 2019 particulièrement active. Cette année, la Division a étendu et renforcé son travail, en implantant des programmes et des projets dans davantage de communautés océaniques et en trouvant de nouveaux publics pour ses formations et initiatives de renforcement des capacités.

Des sols jusqu'au cyberspace – grâce au codéveloppement d'applications telles que la nouvelle version de Pacific Pests and Pathogens, au service de notre région de plus en plus connectée – la Division ressources terrestres a mis l'accent sur l'innovation, progressant de manière constante tout en restant centrée sur l'humain.

L'attention portée par la Division aux populations défavorisées, notamment les femmes et les jeunes, a joué un rôle majeur dans cette dynamique centrée sur l'humain. La vaste majorité des formations et activités de perfectionnement liées à l'agriculture menées au cours de l'année comptaient des femmes et, même si le chemin restant à parcourir pour parvenir à une représentation paritaire est considérable, les événements que nous avons organisés en 2019 étaient de plus en plus à l'image des communautés au sein desquelles ils se tenaient. Par exemple, un partenariat agroforestier conclu avec les femmes de Nadroumai, aux Fidji, a non seulement permis d'étendre la parcelle de forêt, mais aussi de réinvestir dans la communauté et dans la plantation de semences afin de créer d'autres débouchés économiques.

L'humain était au cœur de nos priorités globales en 2019. Si nous avons réussi, c'est non seulement parce que nous avons pris en compte les individus, mais aussi parce que nous avons été attentifs à la culture profondément ancrée en eux. Grâce à des analyses, à des formations et au développement de la chaîne alimentaire, une large place a été accordée aux cultures et systèmes semenciers, qui constituent une part fondamentale de l'héritage communautaire.

Tout au long de l'année, les valeurs et les traditions ont aussi été mieux intégrées dans le socle scientifique de la Division ressources terrestres. Ainsi, 550 variétés de cultures traditionnelles ont fait l'objet d'une collecte, d'une distribution ou d'une prise d'empreinte génétique. L'expertise scientifique de la Division ressources terrestres a continué de profiter aux agriculteurs et aux sources de revenus agricoles. Des formations supplémentaires ont été proposées sur divers sujets, notamment la biosécurité, la certification biologique, les plans d'intervention face aux organismes nuisibles, la santé des végétaux, les soins vétérinaires, etc. Des manuels portant sur la certification biologique et la certification de l'analyse des risques ont également été créés.

Tout en augmentant nos effectifs et en renforçant nos alliances dans ces domaines en 2019, nous avons toujours gardé un œil sur le changement climatique et ses incidences grandissantes sur le Pacifique, qui se manifestent notamment par des catastrophes. L'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que la réduction des risques de catastrophe, étaient des thèmes récurrents dans l'ensemble de nos activités, qui continueront à prendre de l'importance dans notre région en rapide évolution.

Alors que l'action de la Division ressources terrestres marque déjà de son empreinte l'année 2020, qui s'annonce encore plus difficile, nous savons que les réussites de cette année nous permettront d'aller de l'avant, afin de faire fructifier nos terres en vue de nourrir nos communautés océaniques et d'assurer leur prospérité. Le présent rapport annuel incarne cet esprit, et l'équipe de la Division ressources terrestres compte sur votre collaboration et sur votre mobilisation pendant l'année à venir.

Karen Mapusua

Directrice – Division ressources terrestres
Communauté du Pacifique

La Division ressources terrestres coopère avec les populations océaniques pour atteindre une série d'objectifs à la fois ambitieux, judicieux et adaptés aux besoins des communautés de la région. Les avancées et les réussites obtenues en 2019 dans le cadre de nos cinq principaux objectifs sont présentées ci-dessous.

Objectifs

Objectif 1. Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées.

En 2019, la Division ressources terrestres a renforcé son appui en matière technique et de formation, a augmenté le nombre de ses obtentions végétales à des fins de préservation et de distribution, a réaffirmé son engagement en faveur de la prise en compte de la dimension de genre dans ses programmes et projets, s'est procuré et a lancé de nouvelles cultures, et a perfectionné son travail sur les semences, en pilotant des projets de transformation, de conditionnement, de préservation et de dispersion. Ses actions de proximité ciblées en direction des agriculteurs et de l'ensemble de la population ont permis d'améliorer les connaissances et les interventions en faveur des populations océaniques, ainsi que de la terre, des sols et des forêts qui assurent leur subsistance et sont profondément ancrés dans leur culture.

Soutien technique

La Division ressources terrestres a contribué à un échange technique d'une semaine avec un expert en gestion de l'information des banques de gènes du Centre international de la pomme de terre à propos de l'intégration d'un système de code-barres dans les activités du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) relatives aux banques de gènes. À l'issue de cet échange, des recommandations ont été formulées sur l'achat d'équipement, d'étiquettes et de logiciels relatifs aux code-barres et sur la formation dans ce domaine. La Division a également élaboré une présentation d'un système de gestion des données applicable aux bases de données de banque de gènes fréquemment utilisées, et a conçu des exercices pratiques pour créer une base de données simple dans Microsoft Access pour l'utilisation de code-barres et l'impression d'étiquettes.

À Vanuatu, la Division ressources terrestres a apporté un soutien technique et consultatif au Département de l'agriculture et du développement rural en vue de la création du nouveau laboratoire de culture tissulaire. Ce laboratoire se focalisera sur la production de matériel végétal sain d'une sélection de cultures prioritaires pour les agriculteurs et les parties prenantes concernées. Un appui technique et financier a aussi été apporté aux Fidji pour la multiplication des végétaux, l'obtention facilitée d'approbations en matière de biosécurité et l'envoi de matériel végétal à d'autres pays.

Il a également été fait appel à l'expertise technique de la Division au cours de l'année pour contribuer à la rédaction de deux documents clés, à savoir le plan d'action pour les ressources génétiques forestières des Fidji et les procédures opératoires normalisées de quatre grandes opérations menées par les banques de gènes : la préservation, la distribution, la base de données et la documentation, ainsi que l'extraction des acides nucléiques.

Les agents de la Division ont aussi travaillé sur le renforcement des capacités. Sept femmes (dont cinq jeunes) et trois hommes ont été formés aux techniques de caractérisation et de culture tissulaire. Après le départ de son Chef de programme chargé des ressources génétiques en octobre 2019, l'équipe du CePaCT a bénéficié de deux semaines de conseils spécialisés et d'appui au programme, qui portaient sur l'amélioration du déroulement des opérations des banques de gènes en vue de mettre au point ses procédures opératoires normalisées finales.

Obtentions végétales

La Division ressources terrestres, qui a déjà démontré son aptitude à collecter et à distribuer des variétés de cultures, est allée encore plus loin en 2019, en veillant à ce que les communautés des pays océaniques les plus divers puissent bénéficier de ses actions. À Vanuatu, parmi les nouvelles obtentions végétales collectées en vue d'être conservées dans la collection du CePaCT, on comptait 61 obtentions de taro, 14 de *Xanthosoma*, 10 de manioc, 11 de chou bele et 12 de patate douce. Dans le cadre de Crop Trust et du projet de la CPS « Des semences pour la vie », la Division ressources terrestres a fourni des fonds et apporté une aide technique afin de collecter, de caractériser et de transférer au CePaCT du matériel végétal de Vanuatu.

Aux Îles Cook, 18 obtentions de banane ont été recensées, collectées et caractérisées en collaboration avec le Centre international de transit et Bioversity International. Des obtentions végétales, dont 46 de taro, 2 de patate douce et 4 de banane, ont été recensées, caractérisées, collectées et transférées au CePaCT en vue d'une conservation à long terme. La Division ressources terrestres a coordonné les missions avec ses homologues des Îles Cook et a facilité la conclusion d'accords de transfert de matériel entre tous les partenaires concernés.

Les bananes étaient aussi une culture essentielle pour le Samoa, avec 16 obtentions végétales identifiées, collectées et caractérisées en collaboration avec le Centre international de transit et Bioversity International. La Division ressources terrestres a coordonné les missions avec ses homologues du Samoa et a facilité la conclusion d'accords de transfert de matériel entre tous les partenaires concernés.

Elle a en outre distribué 122 obtentions végétales de 11 cultures (banane, fruit à pain, manioc, patate douce, taro des marais, ananas, gingembre, pomme de terre, igname et *Xanthosoma*) à Kiribati, aux Fidji, au Samoa, et en Papouasie-Nouvelle-Guinée à des fins de recherche et d'évaluation, ainsi que pour une utilisation directe.

D'autres travaux ont aussi été entrepris dans ce domaine pendant l'année, comme la prise d'empreinte génétique de 194 obtentions de patate douce et la collecte de 40 espèces d'arbres sur les îles de Vanua Levu, Taveuni, Nadarivatu et Waidina, aux Fidji. L'équipe de la Division ressources terrestres a mené une étude phénologique sur ces espèces.

Formation, distribution et conservation des semences

En 2019, la Division ressources terrestres a affiché une ambition particulière dans le domaine des semences, qui sont à la source de toute l'agriculture du Pacifique. Des formations sur les semences ont été proposées dans toute la région, y compris aux Tonga, où 44 personnes, parmi lesquelles 27 hommes et 17 femmes (dont 10 jeunes), ont été formées à l'évaluation des semences et à la mise en place de parcelles, ainsi qu'à la préservation, à la transformation et au conditionnement des semences. Elles ont également participé à leur production.

Dans d'autres pays, des personnes ont elles aussi bénéficié de formations à l'évaluation des semences et à la mise en place de parcelles, à la préservation, à la transformation et au conditionnement, en plus de la production de semences. Aux Fidji, les formations ont été suivies par 100 personnes, parmi lesquelles 66 hommes et 34 femmes (dont 27 jeunes). À Vanuatu, le nombre total de participants s'élevait à 40 personnes, à savoir 28 hommes et 12 femmes (dont 10 jeunes). Aux Îles Cook, 32 personnes ont été formées, parmi lesquelles 18 hommes et 14 femmes (dont 16 jeunes).

La Division ressources terrestres a aussi amélioré ses initiatives relatives aux semences au cours de l'année. Ainsi, à Vanuatu, un centre de semences à pollinisation libre de près de 2,5 hectares, composé de parcelles expérimentales, a été créé au Centre agronomique de recherche et de formation de Vanuatu. La Division a aussi implanté une parcelle de production de semences à pollinisation libre aux Îles Cook, ainsi que deux centres communautaires de distribution de semences dans les villages de Nasalia et Matawailevu, aux Fidji.

Développement et distribution de végétaux et cultures

En poursuivant son travail d'amélioration des végétaux et des cultures en 2019, la Division ressources terrestres a contribué à l'obtention de produits savoureux, nutritifs, vendables et résistant aux organismes nuisibles. Aux Fidji, deux lignées résistant à la flétrissure des feuilles de taro et une variété de patate douce à chair orange fournies par le CePaCT ont fait l'objet d'une évaluation et d'un lancement aux fins de distribution à tous les agriculteurs des Fidji. À Vanuatu, de nouvelles variétés hybrides d'ignames développées à partir de matériels du CePaCT ont été lancées à l'échelle nationale pour être distribuées plus largement à tous les agriculteurs.

Les végétaux et les cultures qui ont été produits et distribués aux agriculteurs et à d'autres personnes ont été mis en circulation grâce au soutien technique et financier de la Division ressources terrestres. La Division a aussi dirigé les opérations visant à faciliter l'obtention d'approbations de biosécurité aux Fidji avant l'expédition vers d'autres pays.

Action ciblée sur les femmes et les jeunes

En 2019, la Division ressources terrestres a pris des mesures supplémentaires pour intégrer les femmes et les jeunes dans tous les aspects de son travail, en veillant à ce que ces groupes traditionnellement défavorisés soient impliqués dans les échanges et aient autant accès que les autres à l'agriculture, à la foresterie et aux débouchés économiques qui y sont associées. La Division a coopéré avec les femmes de Nadroumai, aux Fidji, pour lancer un projet d'agroforesterie pendant l'année. Quarante femmes y ont participé et la parcelle d'un hectare a été agrandie entre juillet et novembre 2019 pour atteindre trois hectares.

La Division a continué de faire participer les femmes et les jeunes à ses formations et activités de renforcement des capacités en 2019 pour faire en sorte que ces groupes soient bien représentés dans les initiatives liées aux semences menées au cours de l'année. Aux Fidji, 34 femmes et 17 jeunes ont été formés à l'évaluation des semences et à la création de parcelles, ainsi qu'à la préservation, à la transformation et au conditionnement des semences. Aux Tonga, 17 femmes et 10 jeunes ont participé à une formation similaire ; 12 femmes et 10 jeunes ont été formés à Vanuatu, et 14 femmes et 16 jeunes aux Îles Cook.

La Division continuera de développer son travail axé sur les femmes et les jeunes en 2020, en donnant la priorité à ces groupes pour veiller à ce que leurs voix soient entendues et à ce que la contribution inestimable qu'ils apportent aux moyens de subsistance profite à toutes et tous.

Objectif 2. La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée.

Face à des marchés en pleine expansion et à des menaces croissantes sur les produits agricoles dans tout le Pacifique en 2019, la Division ressources terrestres a dû perfectionner sa connaissance des marchés et ses contacts commerciaux pendant l'année. La Division a collaboré avec ses partenaires pour enrichir sa série de formations sur les marchés, la biosécurité, les mesures phytosanitaires et la certification biologique. Elle a également travaillé avec les gouvernements et les partenaires sur les évaluations des marchés et sur l'appui technique, en plus du respect de la réglementation.

Formations et renforcement des capacités

La Division ressources terrestres a mis au point un manuel de formation à la certification HACCP (analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise) et formé à ce sujet 34 représentants techniques venant des 15 pays ACP du Pacifique (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États-Fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu), dont 17 femmes et 17 hommes, parmi lesquels 23 jeunes. Le manuel et la formation associée avaient pour objectifs le renforcement des connaissances, l'amélioration des processus opérationnels et l'accès aux marchés.

Un autre manuel de formation relatif à la certification biologique et aux systèmes de contrôle interne a été élaboré au cours de l'année. Le manuel et la formation qui l'accompagne avaient pour buts le renforcement des capacités, la création de systèmes de contrôle et l'accès aux marchés. La formation a été suivie par des représentants techniques venant de 15 pays, soit 22 personnes, parmi lesquels 6 femmes et 16 hommes (dont 11 jeunes).

Au cours de l'année, le nombre de certifications biologiques de la Division ressources terrestres a augmenté. Aux Fidji, la Division a formé 524 personnes, dont 114 femmes et 410 hommes, aux systèmes participatifs de garantie à des fins de certification biologique. Une formation à ces systèmes a également été proposée aux Îles Salomon, et 19 agents du ministère de l'Agriculture et de l'Organisation des agriculteurs biologiques, dont 17 hommes et 2 femmes, y ont participé. Une autre formation aux Îles Salomon a réuni 18 participants (8 hommes, 8 femmes et 2 personnes dont le genre n'a pas été précisé) venant du gouvernement et de Jedom Organic Farms. À Palau, 12 agents du Service de l'agriculture et de l'Association des producteurs biologiques de Palau ont été formés, dont 6 hommes et 6 femmes. Aux Îles Marshall, la formation a été suivie par 14 agents (6 hommes et 8 femmes).

En 2019, la Division a aussi consacré des formations à la biosécurité. Plusieurs formations ont été menées avec succès à Vanuatu. Six personnes, dont 4 hommes et 2 femmes, ont été formées aux techniques de multiplication à grande échelle du champignon *Metharizium* en laboratoire. Dix personnes, dont 6 hommes et 4 femmes, ont en outre été formées à la lutte contre le rhinocéros du cocotier, à la détection des symptômes, aux études de délimitation, aux systèmes d'alerte précoce, à la pose de pièges et à la collecte de données sur le terrain. Une autre formation sur les questions de biosécurité liées à la lutte contre le rhinocéros du cocotier, notamment les études de délimitation, la destruction des sites de reproduction, la pose de pièges et la collecte de données, a été suivie par 20 bénévoles.

Au cours de l'année, la Division a également collaboré avec des partenaires sur la biosécurité. Dans le cadre de la collaboration avec le Programme régional océanique de l'environnement (PROE), 10 agents de biosécurité et 12 agents de la protection de l'environnement ont été formés à la biosécurité nationale, régionale et internationale, ainsi qu'à la détection précoce et à l'intervention rapide avant, pendant et après le passage de la frontière.

L'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP) a été un partenaire actif de la formation au cours de l'année. Ses membres ont été formés au système de commentaire en ligne et aux contributions au projet d'élaboration de normes internationales pour les mesures phytosanitaires, essentiel pour les pays membres. La Division ressources terrestres a aussi travaillé au renforcement des capacités des pays membres de l'OPVP concernant l'importance des certificats phytosanitaires électroniques (ePhyto), pour montrer comment ce type de certificat permet d'améliorer le degré d'assurance pour l'exportation de denrées périssables, et de le maintenir, tout en prévenant les pratiques frauduleuses associées aux certificats délivrés manuellement.

Tout au long de l'année, la Division ressources terrestres a aussi axé son travail sur le rhinocéros du cocotier, un ravageur nouvellement apparu dans les Territoires du Pacifique Nord, notamment les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall, Palau, Guam et les Îles Mariannes du Nord. Quarante-neuf participants ont bénéficié d'un renforcement de leurs connaissances et d'un perfectionnement de leurs compétences en matière de lutte contre ce nuisible tenace.

EXEMPLE DE RÉUSSITE



De nouvelles variétés hybrides d'igname synonymes de récoltes abondantes pour les agriculteurs océaniques

La sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Pacifique repose sur les semences, qui sont à la base de la vie terrestre.

Leur développement est vital pour faire prévaloir des systèmes alimentaires divers, résilients et nutritifs. Pour bénéficier d'un système semencier permettant d'atteindre une diversité des cultures plus saine et résiliente, il faut améliorer ces cultures grâce à l'accès à de nouvelles méthodes de diversification et de sélection.

L'igname est une liane herbacée pérenne cultivée dans de nombreuses régions du Pacifique pour la consommation de son tubercule amylicé. Il s'agit d'une culture importante pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région et d'une production culturelle à Vanuatu et sur d'autres îles du Pacifique, comme les États fédérés de Micronésie, les Tonga, le Samoa et les Fidji.

Entre 2004 et 2018, le CePaCT de la Division ressources terrestres – la seule banque de gènes régionale dédiée à la préservation des cultures importantes du Pacifique – a distribué plus de 80 000 échantillons de végétaux de 15 cultures, notamment des ignames et d'autres plantes-racines, dans plus de 50 pays du monde. Par l'intermédiaire du CePaCT, l'initiative « Des semences pour la vie » fournit aux États et Territoires insulaires océaniques les outils et les capacités nécessaires pour élaborer des politiques de développement des semences et mettre en œuvre leurs initiatives de systèmes semenciers.

Le CePaCT a fait l'acquisition auprès de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) de variétés d'ignames africaines sélectionnées avant tout pour leur tolérance à l'antracnose, une maladie qui touche l'igname dans la plupart des régions tropicales, ainsi que pour leurs caractéristiques de rendement élevé. Mme Marie Melteras, du Centre technique et de recherche agronomique de Vanuatu, a fait l'acquisition de cinq obtentions dans le but spécifique d'accroître leur diversité locale, leur tolérance aux maladies dangereuses

(principalement l'antracnose, ou dépérissement, de l'igname) et leurs propriétés de haut rendement.

L'une des nouvelles variétés hybrides a été baptisée « White Waelu » en l'honneur de White Sailas, agriculteur émérite de Santo, à Vanuatu. L'igname a démontré ses capacités d'adaptation au changement climatique, sa tolérance aux maladies et son haut rendement. En juillet 2019, M. Sailas a récolté les fruits de ses efforts en produisant 20 tonnes d'ignames, composées à 50 % de la nouvelle variété hybride White Waelu.

D'autres variétés hybrides d'igname ont suscité un grand intérêt de la part des agriculteurs, qui ont alors davantage coordonné leurs efforts, avec l'aide de l'initiative « Des semences pour la vie ». « Ces ignames africaines ont une floraison très précoce et elles donnent beaucoup plus de fleurs que les variétés locales », a conclu Mme Melteras. Grâce à cette caractéristique essentielle, la sélection de cette culture a été un succès.

L'introduction réussie de ces ignames à Vanuatu montre bien le rôle crucial que jouent les banques de gènes telles que l'IITA et le CePaCT pour préserver les gènes en vue d'une utilisation future et faciliter l'accès des populations à toute leur diversité. Pour établir un système semencier pleinement fonctionnel dans le Pacifique, il faut que l'ensemble des acteurs engagent des efforts concertés à tous les maillons de la chaîne. Il est essentiel de partager cette nouvelle diversité culturelle et d'en garantir l'accès afin de mettre au point de nouvelles variétés répondant aux objectifs visés (par exemple résilientes au changement climatique, aux organismes nuisibles et aux maladies), nutritives et à haut rendement.

L'autonomisation des populations locales constitue aussi un aspect essentiel de la mise au point de systèmes semenciers. Le modèle de système semencier de l'igname à Vanuatu doit largement sa réussite à l'autonomisation de la population à toutes les étapes.

Collaboration et investissement

La Division ressources terrestres a prodigué des conseils et investi dans un certain nombre de projets clés pendant l'année, en travaillant avec des partenaires pour développer des produits agricoles et les connaissances qui y sont associées. Des essais de greffe ont été entrepris pour explorer et étudier le nanisme du fruit à pain. Ces essais devaient se poursuivre en 2020.

La Division ressources terrestres a également collaboré avec neuf entreprises privées de la filière cocotier au Samoa et à Vanuatu pour acheter des machines et des équipements en vue de la diversification de leur gamme, de l'intensification de leur production et de l'amélioration de la qualité, dans le but d'accéder à de nouveaux marchés. Un appui technique a aussi été apporté pour ce projet. Le ministère de l'Information publique de Nouvelle-Zélande et l'OPVP ont travaillé en collaboration pour le lancement d'un plan d'exportation aux Fidji et au Samoa élaboré par le ministère néo-zélandais.

D'autres collaborations ont été menées pendant l'année, notamment une aide pour répondre à des problèmes de non-conformité aux règles de biosécurité sur des engins lourds et du matériel d'occasion qui avaient été exportés à Niue. L'équipe de la Division ressources terrestres chargée de la biosécurité a travaillé avec des collaborateurs du Service de la biosécurité des Fidji sur le matériel, l'inspection et la documentation, en veillant à ce que les équipements soient tous nettoyés et ne présentent pas de menaces relatives à la biosécurité.

Objectif 3. Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique.

Le développement des économies et des communautés, qui s'est poursuivi dans toute la région en 2019, a nécessité d'accroître les ressources agricoles et forestières pour répondre à la hausse de la demande de produits alimentaires et forestiers. Face aux effets des catastrophes et du changement climatique, cette demande est encore plus essentielle. Au cours de l'année, la Division ressources terrestres a axé son travail sur la variété des cultures, sur la nutrition et sur la résistance aux catastrophes telles que la sécheresse et l'intrusion saline.

Achat, distribution et promotion des cultures

Aux Tonga, la Division ressources terrestres a distribué 5 variétés de patate douce à chair orange (à forte teneur en vitamines) et 6 variétés résistantes à la sécheresse (3 patates douces et 3 bananes), ainsi que 3 variétés résistantes à l'eau salée et 2 variétés résistantes à la fusariose. En outre, 320 plants obtenus par culture tissulaire de nouvelles variétés plus résilientes de patate douce, de banane et d'ananas ont été distribués au programme MORDI-Tonga. Trois communautés ont participé à la création de parcelles d'évaluation de près de 2,5 hectares au sein du programme MORDI et du lycée agricole de Hango. Trois des variétés de patate douce distribuées ont été examinées, sélectionnées et recommandées auprès de six grands exploitants des Tonga, ce qui leur a permis de créer 29 hectares de terrain.

D'autres progrès ont été accomplis au cours de l'année pour les légumes-racines, notamment l'évaluation de 5 variétés de patate douce, 2 variétés de taro et 2 variétés de manioc à Kiribati. En outre, 1 variété de taro, 1 variété de manioc et 1 variété de patate douce ont été sélectionnées et recommandées à Tuvalu et Kiribati.

Les légumes sont restés un axe de travail privilégié en 2019, avec 100 kg de variétés à pollinisation libre (tomate, aubergine, poivron, pastèque, concombre, maïs) achetés et distribués aux Tonga, à Vanuatu, aux Fidji, aux Îles Cook, à Kiribati, à Tuvalu et au Samoa. En outre, 22 kg de 6 variétés à pollinisation libre de

6 légumes ont été achetées et distribuées à des fins d'évaluation aux Tonga, à Vanuatu et aux Fidji.

D'autres actions en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été menées aux Tonga et à Vanuatu, notamment la création de près de 2,5 hectares de parcelles d'évaluation à pollinisation libre, avec des évaluations en cours. Le soutien apporté au Samoa en matière de semences a permis d'assurer un approvisionnement suffisant en légumes pour les Jeux du Pacifique. Le Samoa a également bénéficié de 125 obtentions végétales (1 301 échantillons) de banane, fruit à pain, manioc, ananas, patate douce, *Xanthosoma* et igname. Elles ont également été distribuées en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Samoa.

Renforcement des capacités

La Division ressources terrestres a redoublé d'efforts pour renforcer les capacités en matière de ressources agricoles et forestières au cours de l'année, en particulier grâce à l'élaboration de la Feuille de route océanique pour les systèmes semenciers et du projet de charte pour le Réseau océanique d'information sur les ressources phylogénétiques agricoles, en vue de renforcer le mandat et les activités du réseau. Le plan d'activité du CePaCT (2019-2023), entré en vigueur pendant l'année, répertoriait les principaux partenariats régionaux conclus pour établir un système semencier décentralisé dans la région.

Objectif 4. Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne.

En 2019, la Division ressources terrestres a davantage mis l'accent sur le genre, l'inclusion sociale et l'héritage culturel et les droits de la personne, au moyen d'initiatives dans lesquels s'imbriquaient ces enjeux vitaux pour la prospérité et la résilience du Pacifique. La Division a cherché à mieux intégrer son travail de sensibilisation et son action en matière de genre, d'inclusion sociale et d'héritage culturel et droits de la personne dans l'ensemble de son travail au cours de l'année. Quelques exemples notables sont donnés ci-dessous.

Le curcuma sauvage, le gingembre et les bananes constituent une part importante de l'héritage culturel des populations de Naitasiri, aux Fidji. La Division ressources terrestres a soutenu la formation de 524 personnes (114 femmes et 410 hommes) pour la mise en place de chaînes de valeur dans la région de Naitasiri, en plus de préparer une analyse de la chaîne de valeur pour les trois denrées listées.

Les systèmes semenciers constituent aussi une part fondamentale de l'héritage des communautés de tout le Pacifique. La Division ressources terrestres a réalisé une évaluation des besoins en matière de systèmes semenciers dans 14 pays, en repérant les lacunes sur le plan des capacités et les besoins prioritaires, en plus d'orienter la mise au point du projet de Cadre océanique pour les systèmes semenciers.

Ce cadre va définir la collaboration régionale en matière de renforcement des systèmes semenciers dans les pays, tout en orientant l'élaboration des politiques nationales en matière de semences. La Division a utilisé ce cadre pour faciliter l'élaboration d'un projet de cadre relatif à la politique semencière de Vanuatu.

Pour l'ensemble de ses objectifs pour 2019, l'équipe de la Division a intégré la participation des femmes, des jeunes et des communautés défavorisées dans toutes ses activités. Dans le présent rapport, le nombre de femmes, de jeunes et de communautés défavorisées formés est indiqué dans la présentation des autres objectifs. Voir aussi la partie **Action ciblée sur les femmes et les jeunes**, dans l'objectif 1.



Objectif 5. Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés.

En 2019, la Division ressources terrestres a perfectionné son expertise en matière de formation, d'évaluation et de technologie pour veiller à ce que les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés offrent des conditions favorables à la croissance et au progrès dans la région. En parallèle des formations sur le terrain, l'équipe de la Division a également investi le cyberspace, en pilotant des réseaux en ligne et des applications consacrées à la santé des végétaux et aux organismes qui leur sont nuisibles. Les évaluations ont aussi été utiles pour faire en sorte que les communautés et les pays disposent d'informations précieuses pour les défis actuels et futurs en matière d'agriculture.

Investissement dans les connaissances et gestion

Des formations et des évaluations ont été menées tout au long de l'année 2019, permettant aux agriculteurs et aux systèmes auxquels ils sont intégrés d'acquiescer et de mettre en pratique de nouvelles connaissances. À Palau, une formation paravétérinaire d'été sur les soins animaliers a été suivie par 11 personnes, dont 6 ont passé l'examen final, tandis que les 5 autres ont assisté aux séances pratiques.

Aux Fidji, des difficultés majeures et de contraintes de production ont été constatées grâce à une évaluation de la vulnérabilité dans les provinces de Naitasiri et Ra. Une autre évaluation de la vulnérabilité menée à Tuvalu a conduit à reformuler le projet. À Kiribati, des essais ciblés de compost ont été réalisés et un système d'irrigation autonome a été évalué. Selon les conclusions qui en ont été tirées, le système d'irrigation autonome est une technologie prometteuse pour les pays atolls, afin de résoudre les problèmes liés aux sols et à l'eau pour cultiver divers légumes-racines et légumes. Des fiches sur les techniques d'amendement des sols devaient être publiées en 2020, et cette technologie est actuellement développée à Tuvalu.

Des cliniques des plantes ont été lancées aux Fidji, au Samoa et aux Tonga, et ce projet a été étendu à la Province occidentale des Îles Salomon. Trente-six agriculteurs ont eu recours aux services de la toute première clinique des plantes des Fidji. Dans la province de Navosa, plus de 40 agriculteurs (dont 25 % de femmes) ont bénéficié de la campagne itinérante aux Fidji. Des cliniques ont aussi été installées au salon national de l'agriculture des Fidji, à Valelevu (Suva), où des formations à la protection des végétaux ont également été proposées. Aux Tonga, la clinique a été installée à Alakifonua. Seize agriculteurs s'y sont rendus et 20 diagnostics ont été établis.

Une autre initiative en faveur de la santé des végétaux a donné lieu à la rédaction d'un manuel de formation des spécialistes des plantes, qui a été testé sur le terrain aux Fidji, au Samoa, aux Îles Salomon et aux Tonga. Tout au long de l'année, la Division ressources terrestres a également continué de contrôler et d'évaluer régulièrement les cultures de légumes sous abri protecteur.

Interventions d'urgence

L'équipe de la Division ressources terrestres est intervenue au cours de l'année contre l'invasion de rhinocéros du cocotier à Vanuatu en fournissant aux agriculteurs et aux communautés du matériel d'installation de pièges à phéromone et des tronçonneuses, mais aussi en prodiguant des conseils techniques sur les études et en assurant le relevé et l'enregistrement de coordonnées GPS. Un appui pour lutter contre cette invasion a aussi été apporté au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage de Vanuatu, notamment en matière de main-d'œuvre, de transport et de matériel de piégeage supplémentaire.

Technologie et innovation

La Division ressources terrestres a poursuivi en 2019 le travail déjà engagé dans le domaine de la cyberagriculture, et de nouveaux projets de développement et d'innovation doivent être menés en 2020. La Division ressources terrestres a fourni un appui au réseau WhatsApp de spécialistes des plantes dans le Pacifique, qui a été lancé par le ministère de l'Agriculture des Fidji. Ce réseau a rassemblé plus de 100 membres, et près de 1 000 diagnostics ont été établis, assortis de conseils relatifs à la gestion du réseau. La Division ressources terrestres a aussi apporté son aide au développeur de la version 7 de l'application Pacific Pests and Pathogens lancée par PestNet, et s'est associée avec lui. Au cours de l'année, 57 nouvelles fiches techniques sur les organismes nuisibles et les maladies ont été ajoutées sur l'application.

EXEMPLE DE RÉUSSITE

À Nadroumai, les femmes améliorent la santé des sols grâce à l'agroforesterie



Les phénomènes d'érosion, de crues et de sécheresse étaient de plus en plus fréquents dans le bassin de Nadroumai, près de Sigatoka, aux Fidji, en raison de pratiques agricoles et d'exploitation des ressources non durables. Pourtant, grâce au dévouement des femmes et des jeunes de la région, l'avenir s'annonce meilleur.

Le Programme pour la gestion durable des forêts et des paysages de la CPS a joué un rôle majeur dans cette transformation en mettant en œuvre le projet *Améliorer les produits à valeur ajoutée et les bénéfices écologiques des systèmes agroforestiers* dans le Pacifique, qui s'est étalé sur quatre ans, de 2015 à 2019. Ciblait les femmes et les jeunes, il visait à promouvoir l'agriculture durable et l'agroforesterie dans l'optique de restaurer les terres improductives et dégradées et de créer de nouveaux débouchés agroforestiers aux Fidji, aux Îles Salomon et à Vanuatu.

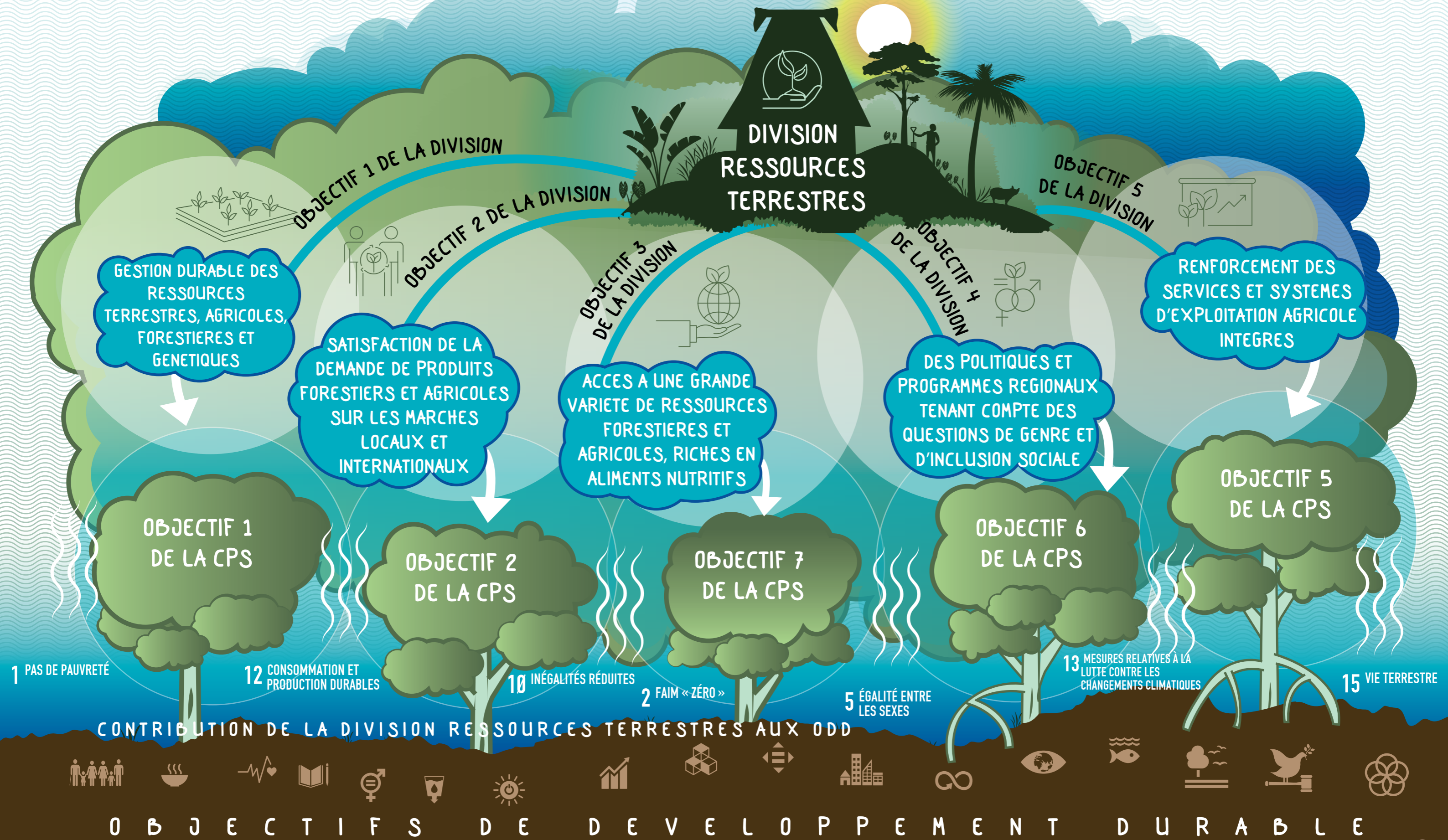
L'agroforesterie, à savoir l'intégration d'essences d'arbres dans les terres agricoles, présente de nombreux avantages écologiques, tels que la conservation de la biodiversité et l'amélioration de la santé des sols, qui pourraient apporter des éléments de solution aux problèmes rencontrés à Nadroumai et dans ses environs. Des systèmes agroforestiers bien gérés permettent également de diversifier le tissu économique local.

À Nadroumai, l'équipe du projet a tout d'abord sensibilisé les populations locales et cherché à comprendre les processus décisionnels des communautés. Le club des femmes de Nadroumai (NWC) a accepté de mettre en place puis de gérer une pépinière. La CPS a aidé à établir la pépinière et organisé des formations sur la gestion d'une pépinière, la multiplication végétative des arbres et les compétences entrepreneuriales de base. Elle a aussi facilité la rédaction des statuts de l'entreprise, définissant clairement le mécanisme de partage des avantages qui permet aux femmes de tirer profit de leur activité.

Depuis 2019, la pépinière du NWC est capable de produire des plants d'arbres, qui sont achetés par l'équipe du projet puis plantés dans le bassin versant à des fins de revégétalisation. Certaines femmes ont même poussé l'initiative plus loin : elles cultivent leurs propres plants et les vendent au club. Le projet a permis d'améliorer les revenus du club et des femmes, tout en favorisant l'obtention d'effets environnementaux à plus long terme. Grâce au projet, les économies réalisées par le club ont augmenté en 2019 ; ces fonds seront réinvestis dans les projets de développement du village.

Comme l'a expliqué Veniana Devu, présidente du groupement des femmes de Nadroumai : « Chaque lundi, les femmes du village se réunissent et plantent les arbres dans les terres qui nous ont été données pour la pépinière. Les revenus générés par notre pépinière financeront certains projets de développement dans le village. Ce projet nous est bénéfique, mais il profitera aussi aux générations à venir. »

À la fin du projet, la surface totale convertie à l'agroforesterie s'étendait sur 10 hectares, alors que la parcelle d'origine ne faisait qu'un hectare. Le projet a certes pris fin en 2019, mais la CPS poursuit sa collaboration avec le club des femmes de Nadroumai, l'objectif étant de créer des passerelles avec les acteurs du secteur touristique sur la côte de Corail aux Fidji. Grâce à ce projet, Nadroumai a pu atteindre l'objectif de développement durable 15, qui vise à préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, à gérer durablement les forêts, à lutter contre la désertification, à enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et à mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité, tout en permettant aux femmes de la région de créer des activités rémunératrices pour leur communauté.





Contribution aux objectifs de la CPS et objectifs de développement durable des Nations Unies

Objectifs de la CPS

En 2019, la Division ressources terrestres s'est employée à mieux intégrer son travail dans l'ensemble des objectifs de développement de la CPS. Le Plan stratégique de la CPS 2016-2020 se compose de neuf objectifs de développement qui relèvent de ses trois principaux buts. Le mandat de la Division ressources terrestres au sein de la CPS lui a donné les moyens de contribuer à cinq des neuf objectifs, qui apparaissent en gras ci-dessous.

But 1. Les peuples océaniques profitent d'un développement économique durable.

- 1. Renforcer la gestion durable des ressources naturelles.**
- 2. Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers.**
3. Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique.
4. Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés.

But 2. Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.

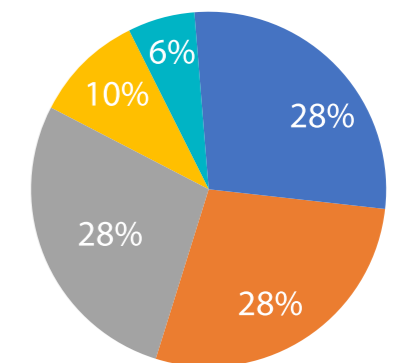
- 5. Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes.**
- 6. Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes.**

But 3. Les Océaniques réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

- 7. Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire.**
8. Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale.
9. Améliorer la qualité de l'éducation.

Pour 2019, le plan d'activité 2019-2023 de la Division ressources terrestres était en phase avec le plan stratégique 2016-2020 de la CPS. L'évaluation de fin d'année a montré que, d'après ce plan stratégique, la Division a obtenu 47 résultats majeurs au cours de l'année. Sur les 5 objectifs de développement de la CPS auxquels la Division a contribué, 39 résultats sur 47 au total se répartissaient équitablement (13 résultats chacun) entre les objectifs de développement 1 (ressources naturelles), 2 (filières d'exportation) et 5 (changement climatique et gestion des catastrophes). Par ailleurs, 5 résultats relevaient de l'objectif de développement 7 (lutte contre les MNT et l'insécurité alimentaire) et 3 autres de l'objectif 6 (développement social). La figure ci-dessous indique les pourcentages correspondant à chaque catégorie d'objectif.

Contribution de la Division ressources terrestres aux objectifs de développement de la CPS



Objectifs de développement durable

En 2019, la CPS a davantage mis l'accent sur sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies. L'apport de la Division ressources terrestres aux ODD était surtout notable pour les objectifs portant sur la faim, la pauvreté, l'inégalité, la vie terrestre, la production et la consommation, ainsi que les villes et communautés durables. La Division a particulièrement contribué aux six ODD suivants.

Objectif 1 Pas de pauvreté

Objectif 2 Faim « zéro »

Objectif 10 Inégalités réduites

Objectif 11 Villes et communautés durables

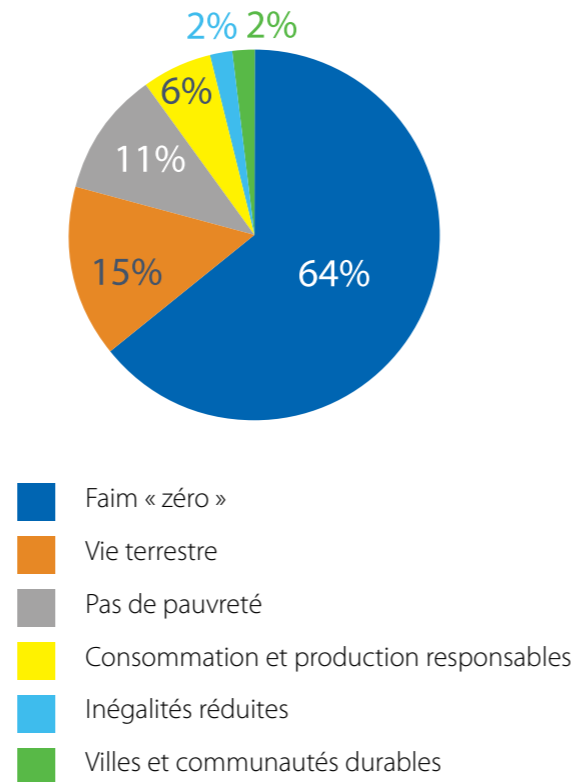
Objectif 12 Consommation et production responsables

Objectif 15 Vie terrestre

La Division ressources terrestres a aussi contribué à l'objectif 13 (lutte contre les changements climatiques) à travers l'ensemble de son travail. Si la lutte contre les changements climatiques se retrouve dans tout le travail de la Division, les résultats obtenus en 2019 correspondaient surtout à l'action menée par la Division dans le domaine agricole en vue d'atteindre les objectifs 1 et 2 (pas de pauvreté et faim « zéro »).

Le graphique (à droite) détaille la contribution apportée en 2019 par la Division ressources terrestres pour chaque objectif de développement durable (en pourcentage).

Contribution de la Division ressources terrestres aux objectifs de développement durable (2019)



EXEMPLE DE RÉUSSITE

Vanuatu s'attaque à un ravageur du cocotier

Dans le Pacifique, la lutte contre le rhinocéros du cocotier se poursuit. Depuis la découverte du premier cas à Mangaliliu en 2019, Vanuatu a intensifié ses interventions visant à éradiquer le ravageur du pays avec l'aide du Programme océanien pour le développement de la filière cocotier (CIDP) de la CPS.

Le scarabée, qui se nourrit de la couronne des cocotiers, peut se propager rapidement s'il est laissé sans surveillance. L'incursion menaçait donc de dévaster la filière cocotier, qui contribue à hauteur de 45 % au PIB national et fait vivre des dizaines de milliers de personnes dans le pays.

Pour lutter contre cette menace grandissante, la CPS, en collaboration avec les services de biosécurité à Vanuatu, a monté une opération d'urgence afin d'appuyer les efforts de biosécurité engagés à l'échelle locale pour endiguer la progression du nuisible. S'appuyant sur l'expertise technique et d'autres ressources du CIDP, l'équipe a déployé une stratégie axée sur le piégeage de masse, l'élimination des gîtes larvaires et la lutte biologique. La CPS a aussi appuyé et renforcé la coordination des interventions de terrain, grâce à un système robuste de communication entre les agents de terrain, les responsables d'intervention et même les décideurs publics, en renforçant les capacités du personnel des services de biosécurité à Vanuatu dans tous les domaines et toutes les activités.

Comme l'a expliqué Visoni Timote, Conseiller en phytopathologie de la Division ressources terrestres, « la CPS a aussi coordonné la diffusion de l'information et des connaissances sur la situation de crise occasionnée par l'arrivée du nuisible au profit des parties prenantes de Vanuatu, de la région Pacifique et des acteurs internationaux. Le partenariat noué avec le Gouvernement de Vanuatu s'est révélé essentiel. D'autres parties prenantes locales, dont des acteurs de la société civile, des ONG et le secteur privé, ont été informées de la situation et impliquées. »

« La CPS a par ailleurs coordonné l'aide apportée par les organisations et réseaux régionaux et

internationaux, tels qu'AgResearch NZ, qui a soutenu les efforts de lutte biologique, et l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP), qui soutient les activités d'éradication du rhinocéros du cocotier à l'échelle régionale et fait remonter l'information au Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) afin d'informer la communauté internationale et d'obtenir son concours », a-t-il ajouté.

Grâce à cette collaboration, le rhinocéros du cocotier a été confiné dans la zone initialement infestée. Plus de 10 000 individus aux stades larve, nymphe et adulte ont été collectés et détruits à ce jour. Une campagne de lutte biologique a aussi été lancée, avec l'appui d'AgResearch NZ. L'équipe a lâché sur le terrain des scarabées infectés par l'agent viral *Oryctes nudivirus*, à forte action entomopathogène, et attend à présent les résultats. Par ailleurs, elle a étudié l'efficacité du champignon *Metarhizium*, utilisé comme insecticide biologique, et prévoit de l'expérimenter en 2020.

Les services de biosécurité de Vanuatu ont désormais les moyens de gérer les prochaines incursions de nuisibles. Outre qu'ils ont amélioré leurs compétences techniques et leurs méthodes de coordination, les chargés de biosécurité affirment qu'ils se sentent mieux à même de diriger leurs équipes lors des campagnes de lutte contre les nuisibles. Grâce aux efforts de sensibilisation déployés dans le cadre du projet, la population est globalement mieux informée de l'existence du nuisible, de sa méthode de propagation et des moyens à employer pour réduire les risques. Unaisi Turaganivalu, Technicien en phytopathologie, a salué les efforts entrepris par le Gouvernement de Vanuatu pour apporter une réponse rapide à cette incursion. « La volonté politique et l'engagement du Gouvernement ont joué un rôle clé dans la mise en place d'une intervention rapide et efficace. En particulier, en déclarant l'état d'urgence, le Gouvernement a permis de débloquer des financements capitaux au profit des opérations, a-t-il conclu. Lutter contre une infestation de nuisibles, c'est tout autant prendre à bras-le-corps la sensibilisation et la coordination des personnes et des activités que combattre directement l'ennemi. Pour lutter sur ces deux fronts, il faut mobiliser des efforts et des ressources suffisants. »

Partenaires et ressources

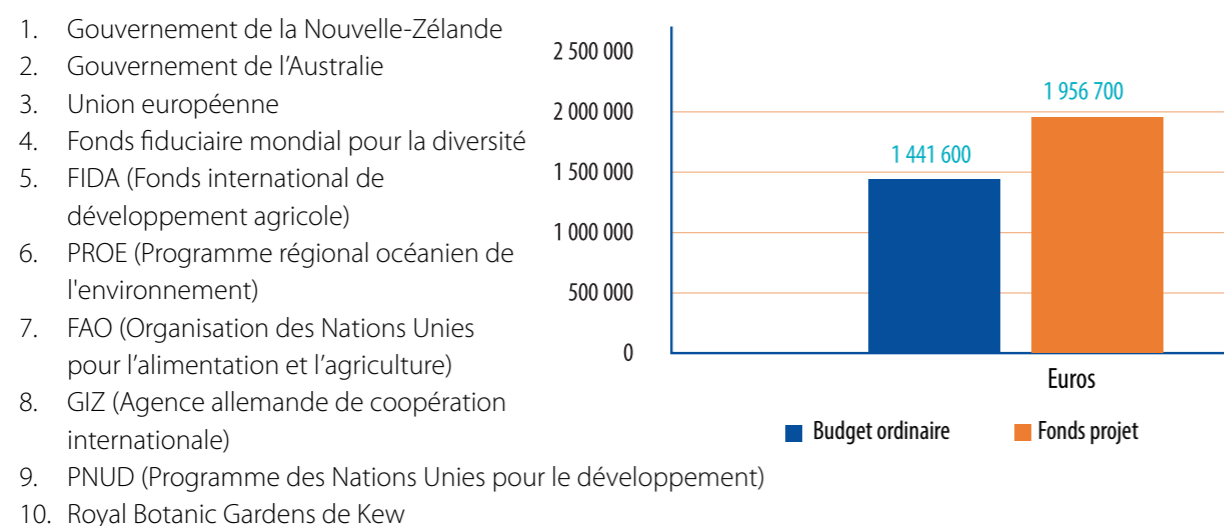
La Division ressources terrestres s'est employée à étendre ses programmes et projets en 2019, tout en veillant à ce que les ressources soient mieux ciblées et utilisées plus efficacement. Les programmes et projets étaient axés sur les quatre principaux thèmes de la Division ressources terrestres, ou piliers, qui sont transversaux et intégrés. Ces quatre piliers sont les suivants :

1. *Ressources génétiques*
2. *Paysages et forêts durables*
3. *Agriculture durable pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle*
4. *Marchés au service des moyens de subsistance*

Ces quatre piliers ont bénéficié d'un financement mixte qui se divise en deux catégories, les fonds globalisés (ou ordinaires) et les fonds fléchés, principalement utilisés pour des projets. En 2019, les fonds projet atteignaient 1 956 700 euros, et les fonds ordinaires 1 441 600 euros. Voir le graphique ci-dessous.

Pour l'année 2019, les fonds reçus par la Division ressources terrestres ont été versés par dix partenaires principaux.

Financement 2019 de la Division ressources terrestres



Les programmes et projets, nouveaux et en cours, financés par ces partenaires ont aussi bénéficié de la collaboration avec un certain nombre d'universités et d'établissements d'enseignement. Il s'agit notamment des établissements suivants (pour lesquels le domaine de collaboration est précisé) :

1. Université de Tasmanie, Université d'Adélaïde, CSIRO et LandcareNZ : projets d'optimisation des sols.
2. Southeast Asian Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture : services de vulgarisation efficaces au profit des petits exploitants.
3. Université de la Sunshine Coast, Université d'Adélaïde : systèmes d'arboriculture.
4. Université Griffith, Université Southern Cross, Institut national de recherche agronomique (NARI), Université d'Adélaïde, CSIRO : foresterie.
5. Université de l'Australie occidentale, Université de Sydney, Université du Pacifique Sud, Université d'Auckland : agriculture climato-intelligente.
6. Université de Central Queensland, Université de la Sunshine Coast, Université du Queensland : systèmes de production de légumes.
7. Université du Queensland : noix de coco.
8. Université de la Sunshine Coast : facteurs stratégiques.



Nos partenaires financiers et nos établissements d'apprentissage partenaires ont collaboré avec la Division ressources terrestres dans le cadre des quatre principaux piliers en vue d'obtenir les résultats suivants.

- Renforcement de l'accessibilité des variétés végétales et animales traditionnelles ou améliorées (agrobiodiversité préservée, enrichie et promue).
- Élaboration et renforcement des protocoles visant à assurer l'efficacité de la fourniture de matériel végétal aux réseaux semenciers nationaux.
- Développement du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) en un centre d'excellence.
- Poursuite des recherches avec les partenaires internationaux, parmi lesquels le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR) et les centres nationaux de recherche, pour renforcer les capacités nationales et régionales dans des domaines clés tels que les banques de gènes et les pépinières, et élaborer des protocoles pour la reproduction en masse, le développement, l'évaluation et la sélection des cultures, ainsi que pour le dépistage et l'éradication des organismes nuisibles et maladies.
- Capacités renforcées en matière de gestion durable des ressources terrestres et forestières.
- Développement et renforcement des capacités nationales et régionales en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses impacts, et de réponse aux conséquences des catastrophes sur les ressources terrestres, agricoles et forestières.
- Augmentation des capacités pour mettre en œuvre les concepts des Directives volontaires en matière de gouvernance responsable des régimes fonciers et de planification participative de l'utilisation des terres, et pour répondre aux demandes des pays membres, qui souhaitent bénéficier d'une assistance pour l'élaboration de politiques et de plans d'utilisation efficace des terres.
- Élaboration, introduction et généralisation des modèles agroforestiers en Micronésie et dans les petits atolls de Mélanésie et de Polynésie, en vue de favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'efficacité de la production agricole et animale, ainsi que la promotion de marchés pour les produits forestiers à forte valeur marchande.
- Mise au point participative de techniques visant à améliorer la productivité dans les domaines de l'agroforesterie, de l'agriculture et de l'élevage (développement de cultures salino- et climato-résilientes, adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, amélioration de la santé des sols, systèmes d'agroforesterie et d'élevage, gestion intégrée des cultures, renforcement de la vulgarisation, de la recherche et du transfert de technologies).
- Prise de conscience et compréhension améliorées de la Division à l'égard du changement climatique et des autres grandes problématiques touchant à l'agriculture et à la foresterie.
- Accroissement de la diffusion et de l'adoption des nouvelles techniques de production agricole.
- Renforcement de l'aptitude de la Division à prendre des décisions stratégiques fondées sur des éléments concrets en matière de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources et de croissance économique.
- Capacité renforcée des États et Territoires insulaires océaniques à satisfaire aux normes, directives et conditions internationales en matière d'exportation et de commerce intérieur, informations améliorées sur le statut phyto- et zoosanitaire des pays.
- Présence accrue des petits exploitants (notamment les femmes et les jeunes) sur les marchés locaux, nationaux et internationaux, mise au point et valorisation de techniques post-récoltes durables et viables, augmentation de la production et de la consommation d'aliments locaux nutritifs, mise au point, promotion et expansion des approches participatives et des technologies visant à améliorer durablement la productivité animale.

- Élaboration de protocoles permettant aux familles d'agriculteurs de mettre en place des cultures alimentaires durables
(aussi bien sur le plan de la qualité que de la quantité), aide aux pays membres pour la création d'un capital social dans la production alimentaire, la commercialisation et l'éthique commerciale, et promotion des systèmes participatifs de garantie et groupements.
- Encadrement d'un programme en faveur de l'emploi des jeunes et de l'agri-preneur, en veillant à ce que les jeunes, les femmes et les minorités aient équitablement accès aux ressources existantes et aux débouchés professionnels.

Perspectives pour 2020

En 2019, la Division ressources terrestres a réalisé des progrès évidents dans le cadre de son ambitieux programme de travail, puisque nous avons collaboré avec des communautés, des gouvernements, des experts et des éducateurs pour garantir à la fois la sécurité des ressources terrestres et la possibilité de telles ressources dans tout le Pacifique. Le nombre de femmes, de jeunes et de communautés sous-représentées associées à ces avancées n'a jamais été aussi élevé, et des projets tels que notre collaboration avec le club des femmes de Nadroumai, aux Fidji, ont permis d'offrir des conditions favorables à une meilleure intégration de ces communautés en 2020.

La réussite de Nadroumai est également un signe de l'importance que la Division ressources terrestres a accordé au savoir au fil de l'année, avec des formations essentielles et des conseils techniques qui ont permis de protéger et de renforcer les moyens de subsistance, dans le cadre de projets aussi variés que la formation vétérinaire à Palau ou l'éradication du rhinocéros du cocotier à Vanuatu. La Division ressources terrestres a soutenu ce domaine d'expertise en plein développement grâce à des actions sur le terrain, obtenant des résultats inédits en matière de collecte et de distribution de cultures.

Alors que notre croissance se prolonge en 2020, une année qui s'annonce encore plus difficile, nous sommes déterminés non seulement à consolider ces progrès, mais aussi à insuffler une dynamique au sein des communautés et chez nos partenaires grâce à de nouvelles idées et à une plus grande inclusivité, afin de contribuer à l'action menée par la CPS pour atteindre les objectifs de développement durable. Des projets ingénieux, comme l'ouverture prévue du laboratoire de santé des végétaux sur le campus de la Division ressources terrestres à Suva et le reboisement mené avec nos partenaires grâce au projet « De la montagne au récif », nous apporteront l'énergie requise pour poursuivre sur cette voie.

Toutes les conditions sont réunies pour que l'année 2020 soit encore plus à l'image de la diversité du Pacifique et de sa population. Nous mobiliserons des acteurs de toute la région pour semer et promouvoir la croissance de nos quatre piliers : ressources génétiques, paysages et forêts durables, agriculture durable, et marchés aux services des moyens de subsistance. Grâce à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la résilience des communautés et à des moyens de subsistance adaptés à l'environnement, nous pourrions aller de l'avant, et nous nous réjouissons d'avance de votre esprit de collaboration en 2020 et après.